

Thème 8 : Quelle est l'efficacité de l'intervention sociale de l'État ?

(Durée indicative : 20% du temps)

Historiquement, l'intervention de l'État a permis progressivement la prise en charge des risques sociaux et une certaine réduction des inégalités. Si cette intervention est légitime, la question de son efficacité n'en demeure pas moins posée au regard des logiques d'assurance et d'assistance. Le débat économique demeure entre les partisans d'une intervention sociale justifiée par des considérations économiques et humaines et ceux qui mettent en avant ses effets pervers.

Questions clés pour entrer dans la problématique :

Qu'appelle-t-on inégalités ?

Quels sont les risques économiques et sociaux que les individus subissent ?

Comment se protéger ?

Comment et pourquoi réduire les inégalités ?

8.1. Les domaines d'intervention

- Les inégalités et la justice sociale.
- La protection sociale.
- Les logiques d'assurance et d'assistance.
- Le traitement social du chômage.

L'intervention sociale de l'État se justifie dans la mesure où la coordination par le marché ignore la justice sociale. En effet, la répartition primaire, issue de la participation à l'activité économique, génère des inégalités de revenus qui s'observent selon le sexe, la nature de l'activité professionnelle exercée, la taille de l'entreprise, la branche d'activité. Les écarts dans l'échelle des revenus sont mesurés par la répartition interdécile.

Depuis quelques années, avec le développement du chômage de masse et des emplois atypiques, on assiste à un accroissement de la pauvreté. L'État peut alors mettre en place une politique visant à corriger certaines inégalités, en fonction de considérations d'équité et de justice sociale.

La protection sociale désigne l'ensemble des institutions (sécurité sociale et mutuelles) et des mécanismes destinés à protéger les individus contre les risques sociaux entraînant une baisse de revenu (chômage, accident, vieillesse) ou une augmentation des besoins (charge d'enfants, dépendance des parents). Elle recouvre les régimes d'assurance sociale (sécurité sociale obligatoire, régimes complémentaires facultatifs et assurance chômage), les systèmes de retraites complémentaires et les mutuelles. Il suffit de distinguer ces trois systèmes, leur description n'est pas attendue.

Deux logiques peuvent présider à la mise en place d'une politique de protection sociale :

- Une logique "d'assurance" où le financement s'effectue par les cotisations patronales et salariales en contrepartie d'une protection contre certains risques sociaux (par exemple : la

maladie, le chômage, la vieillesse). Comme tout système d'assurance, lorsque le risque se produit, une allocation ou une pension est versée indépendamment du revenu. Dans ce système, il faut un équilibre entre les ressources (cotisations sociales) et les dépenses (allocations, retraites).

- Une logique « d'assistance » ou de « solidarité » où le financement s'effectue par l'impôt, perçu par l'État ou les collectivités territoriales. Ce système est mis en place pour tous ceux qui ne peuvent pas ou plus bénéficier du système d'assurance et qui disposent de ressources très faibles. Le RSA et la CMU peuvent servir d'illustration.

Bien que très différente, chacune de ces logiques sur lesquelles il convient de bien insister, pose des problèmes de financement qu'il faudra soulever sans rentrer dans les détails des solutions.

L'État intervient enfin pour prendre en compte ce déséquilibre macroéconomique qu'est le chômage, considéré alors comme risque social. Cette intervention cherche à rendre supportables les conséquences sociales du chômage à travers son indemnisation. Il ne s'agit pas dans ce thème de présenter l'ensemble des politiques économiques permettant de lutter contre ce dernier.

8.2. L'efficacité de la politique sociale

- La progressivité de l'impôt.
- La redistribution

D'une manière générale, un système fiscal est fortement redistributif lorsque les prélèvements progressifs y occupent une place prépondérante par rapport aux prélèvements proportionnels.

En France, le caractère redistributif de l'impôt s'exerce principalement par la progressivité de l'impôt sur le revenu. Ce système permet d'imposer plus lourdement les tranches de revenus les plus élevées tout en tenant compte de la composition familiale.

Cependant, il convient de montrer que la fiscalité directe ne joue qu'un rôle modéré dans la répartition verticale des revenus. En effet, l'impôt sur le revenu, quoique très progressif, n'occupe en France qu'une place limitée parmi les prélèvements obligatoires, composés pour l'essentiel de prélèvements plus ou moins proportionnels (comme les impôts locaux et les impôts sur la consommation) ou faiblement progressifs (comme les cotisations sociales qui deviennent même dégressives pour les revenus les plus élevés).

La redistribution réduit effectivement les inégalités des revenus disponibles, principalement par la protection sociale ainsi que de manière plus faible par la fiscalité et par l'offre de services publics.

Les mécanismes et l'efficacité de la redistribution sont aujourd'hui remis en cause, tant dans le domaine de la politique fiscale (poids élevé des prélèvements obligatoires dans un contexte de concurrence internationale) que dans celui du système de protection sociale (déficit de la sécurité sociale, coût du travail).

De plus, les inégalités sociales se maintiennent en dépit des moyens mis en œuvre. Ces difficultés posent la question de l'efficacité de la politique de redistribution remettant ainsi en cause la notion d'« État-providence ».

La redistribution est ainsi confrontée à plusieurs problèmes :

- Un problème de financement avec des dépenses de protection sociale qui progressent depuis 50 ans à un rythme plus élevé que la richesse nationale. On pourra s'appuyer sur des rapports de la Cour des comptes pour le démontrer.

- Un problème d'efficacité découlant du constat que la pauvreté ne régresse plus depuis les années 1990, que les écarts de revenus s'accroissent dans les tranches supérieures et que l'origine sociale pèse encore sur la réussite scolaire ou sur l'espérance de vie.

L'analyse sera basée sur l'utilisation de statistiques pertinentes.

8.3 L'économie sociale et solidaire

- Les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

L'économie sociale et solidaire se caractérise par une manière différente d'entreprendre et vise à promouvoir des formes d'entreprises qui privilégient le service rendu à la recherche du profit maximal. Elle se définit selon un certain nombre de critères : libre adhésion, lucrativité limitée, gestion démocratique et participative, utilité collective ou utilité sociale du projet et mixité des financements entre ressources privées et publiques.

L'économie sociale et solidaire constitue un ensemble économique très diversifié et donc difficile à appréhender par des statistiques. Elle prend cependant une importance croissante.

Les acteurs de l'économie sociale, identifiés par leur statut (associations, coopératives, mutuelles et fondations), produisent et investissent dans tous les champs d'activité de l'économie et de la société tant aux niveaux local, régional et national qu'au niveau international. Il pourra être intéressant de présenter l'exemple d'une coopérative ou d'une association. Les acteurs de l'économie solidaire expérimentent de nouveaux « modèles » de fonctionnement de l'économie, tels le commerce équitable ou l'insertion par l'activité économique.

Quelques sites Internet :

Fiscalité et redistribution : Vie Publique :

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/finances-publiques/approfondissements/fiscalite-redistribution.html>

Le site de l'Insee :

<http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=4>

France, portrait social - Insee Références - Édition 2011 :

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=FPORSOC11&nivgeo=0>

Les cahiers français : L'Etat providence : quel équilibre entre assurance et assistance ?

http://www.ladocumentationfrancaise.fr/spip/IMG/pdf_358-lafore.pdf

Le site de l'observatoire des inégalités :

<http://www.inegalites.fr/>

Sur l'économie sociale et solidaire :

Insee Première N°1224 - février 2009

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1224

Rapport sur l'économie sociale et solidaire - "L'économie sociale et solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi (avril 2010) :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000206/index.shtml>